

Retour sur la rencontre "Autour de l'euro" du 30 janvier 2012.

Après avoir souhaité la bienvenue aux participant(e)s à ce premier débat de l'année et donné des nouvelles des membres qui avaient manifesté un intérêt pour cette rencontre et qui, pour des raisons de santé, regrettaient de ne pouvoir y participer, Claude Gury revient rapidement sur les rencontres organisées en 2011 avant de laisser la parole à Patrick Lopez et Jacques Miet chargés de lancer les débats sur la crise de l'euro.

PL a rappelé les grandes étapes de la création de l'Euro qui ne s'est pas accompagnée de politiques budgétaires, sociales et fiscales convergentes dans la zone euro. Il a poursuivi sa présentation en dressant un bilan jusqu'en 2010 et a terminé son exposé par les interrogations sur le devenir de l'euro dans un contexte où les écarts entre les états du nord de la zone euro et ceux du sud impliquent de prendre des décisions sous contraintes.

Extraits de réactions dans l'assistance :

"Le système financier n'est pas la cause, il a fourni des réponses aux gouvernements qui ont choisi d'emprunter pour financer les déficits budgétaires en faisant appel aux marchés plutôt qu'en émettant des emprunts publics comme par le passé. Pour limiter les risques les établissements financiers ont appliqué aux dettes souveraines les mêmes recettes que celles utilisées pour les dettes privées (titrisation, instruments de couvertures ...), il n'est donc pas étonnant qu'on se trouve confronté aux mêmes dérapages (subprimes)."

"Tout le monde est responsable : banquiers, gouvernants, citoyens"

"On a fait du socialisme bancaire".

"On parle trop de la crise de l'euro et pas suffisamment de la crise dans les pays de la zone euro".

"Depuis 10 ans les changements géopolitiques sont énormes et les règles définies lors de la création de l'euro n'ont pas évolué".

"Que devrait faire le CC si la France devait sortir de l'euro ?".

"Qui détient la dette de la France ? - les 2/3 des 1700 mds € sont détenus par des acteurs étrangers, pour moitié hors de la zone euro. (source LEMONDE.FR)"

"Qui bénéficie de la dette ? - pour un service annuel de la dette de 128,8 mds €, 48,8 mds € sont des intérêts versés aux prêteurs (voir ci-dessus) et le reste sert aux Français qui vivent au-dessus de leurs moyens pour le grand bénéfice du monde financier ! (source LEMONDE.FR)"

"Pourquoi cherche-t-on à éviter à tout prix le défaut de la Grèce ? N'est ce pas la crainte de l'inconnu devant la mise en jeu des CDS ? Quel degré de fiabilité peut-on accorder aux stress-tests appliqués aux banques européennes alors qu'ils excluent l'hypothèse de la faillite des Etats ?"

"Comment sortir de la spirale infernale : effet domino sur les banques => recapitalisation par l'Etat => augmentation de la dette => dégradation de la note => augmentation du service de la dette => récession ?"

Les questions fusent, les esquisses de solutions sont plus timides.

C'est le moment pour Jacques Miet de faire part de l'analyse de Jean Pisani-Ferry du centre Bruegel et de ses propositions pour sortir de la crise de l'euro dans son ouvrage paru en septembre 2011 "Le réveil des DEMONS - La crise de l'euro et

comment nous en sortir".

L'auteur souligne d'emblée qu'il n'y a pas de crise de l'euro mais une crise de l'endettement des Etats de la zone euro.

Il rappelle que la Grèce ne s'était pas qualifiée en 1998 comme les onze autres pays fondateurs pour non respect des critères (déficit < 3 %, dette < 60 % du PIB, et inflation < 2 %) et qu'elle avait été repêchée en 2001 après révision du périmètre de sa dette.

Il dénonce les manquements des dirigeants européens qui ont réagi trop peu ou trop tard :

le critère du déficit est dépassé par la France et l'Allemagne dès 2003, Eurostat met en doute les comptes de la Grèce en mars 2005.

JM termine son exposé en présentant les 3 façons de s'en sortir d'après l'auteur qui exclut l'évolution de la BCE comme prêteur en dernier ressort : la diète pour les Etats, le culturisme pour les banques (Bâle III +), la solidarité entre les Etats de la zone euro.

Seule la mise en jeu d'une solidarité au sein de la zone euro lui paraît répondre à la situation : réduire les déficits sans déclencher un effet récessif trop important. La mutualisation des dettes et l'instauration d'eurobonds apparaissent comme la meilleure voie de sortie mais elle se heurte à la mise en place d'évolutions politiques dans la zone euro qui semblent hors de portée dans le calendrier imposé par la crise.

Extraits d'interventions de l'assistance :

"Analyse pertinente mais tout va très vite puisque depuis la parution du livre, la BCE a accordé 497 milliards € d'avances à trois ans aux banques au taux de 1 % ... "

"L'euro a décomplexé les états et les a poussé à l'indiscipline"

"la mise en place de la dérégulation financière sous la poussée des pays anglo-saxons dans les années 80 s'est faite dans la précipitation ... "

"anecdote d'un participant relatant le peu de maîtrise des innovations financières par les dirigeants des instances chargés de les contrôler"

"ce qui nous arrive ne doit pas nous étonner : il suffit de lire ce que Philippe Jaffré écrivait en 2006 dans *Le jour où la France a fait faillite* ..."

"on a inondé le monde de liquidités, la cupidité est un moteur inépuisable, l'imagination est sans bornes ..."

"aucun gouvernement de droite ou de gauche ne veut faire de peine aux consommateurs-électeurs"

"ces pistes de solutions financières pour sortir de la crise de l'euro ne doivent pas faire oublier la faillite des schémas de développement industriel en France"

"Toshiba assemble en France mais 80 % des pièces sont fabriquées ailleurs"

"La Chine inonde le monde avec ses produits mais il ne faut pas oublier que c'est Walmart qui les distribue "

"Il n'y a plus de commissariat au plan en France, ne faut-il pas le recréer ?"

"En attendant comment faire pour rembourser la dette ?"

Comme l'heure du déjeuner approchait il fallait trouver rapidement une solution. C'est Mazarin qui vint à notre rescousse dans son dialogue avec Colbert tiré du Diable rouge d'Antoine Rault :

*Colbert : Pour trouver de l'argent, il arrive un moment où tripoter ne suffit plus. J'aimerais que monsieur le Surintendant m'explique comment on s'y prend pour dépenser encore quand on est déjà endetté jusqu'au cou.*

*Mazarin : Quand on est un simple mortel, bien sûr, et qu'on est couvert de dettes, on va en prison. Mais l'Etat ? L'Etat, lui, c'est différent. On ne peut pas jeter l'Etat en prison. Alors, il continue, il creuse la dette ! Tous les Etats font ça.*

*Colbert : Ah oui ? Vous croyez ? Cependant, il nous faut de l'argent. Et comment en trouver quand on a déjà créé tous les impôts imaginables ?*

*Mazarin : On en crée d'autres.*

*Colbert : Nous ne pouvons pas taxer les pauvres plus qu'ils ne le sont déjà.*

*Mazarin : Oui, c'est impossible.*

*Colbert : Alors les riches ?*

*Mazarin : Les riches, non plus. Ils ne dépenseraient plus. Un riche qui dépense fait vivre des centaines de pauvres.*

*Colbert : Alors, comment fait-on ?*

*Mazarin : Colbert, tu raisonnes comme un fromage ! Il y a quantité de gens qui sont entre les deux, ni pauvres, ni riches. Des français qui travaillent, rêvant d'être riches et redoutant d'être pauvres ! C'est ceux-là que nous devons taxer, encore plus, toujours plus ! Ceux-là ! Plus tu leur prends, plus ils travaillent pour compenser. C'est un réservoir inépuisable.*

Heureusement ! l'histoire ne se répète pas ...

Sous Louis XIV il n'y avait pas de retraités à tondre ... et Mazarin n'avait pas imaginé "euthanasier les rentiers", solution avancée par un participant qui avait faim.